

**B.C.R.H. & Associés**

*Société d'Expertise Comptable  
et de Commissariat aux Comptes*



Membre de

**PKF** ARSILON

**FIF-PL**

104 rue de Miromesnil

75384 Paris cedex 08

**COMPTES ANNUELS**  
Exercice clos le 31 décembre 2025

## ATTESTATION

En notre qualité d'expert-comptable, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'association FIF-PL relatifs à la période du 01/01/2025 au 31/12/2025 qui se caractérisent par les données suivantes :

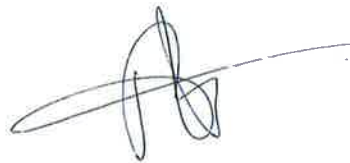
Total du bilan :	94 890 953
Total des produits :	95 016 883
Résultat net de l'exercice (bénéfice) :	22 416 329

Nos diligences ont été réalisées conformément à la norme professionnelle du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts Comptables applicables à la mission de présentation des comptes qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes pris dans leur ensemble tels qu'ils joints à la présente attestation.

Fait à PARIS le 14/04/2026

Pierre BLANQUART  
Expert-Comptable Associé





**FIF PL**  
**104, RUE DE MIROMESNIL**  
**75384 PARIS CEDEX 08**

**COMPTES ANNUELS**  
**EXERCICE 2025**



## TABLE DES MATIERES

BILAN ACTIF AU 31 DECEMBRE 2025 .....	- 3 -
BILAN PASSIF AU 31 DECEMBRE 2025 .....	- 4 -
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2025 .....	- 5 -
ANNEXES .....	- 6 -
1) PRINCIPES COMPTABLES .....	- 6 -
2) FAITS SIGNIFICATIFS .....	- 8 -
3) EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE .....	- 8 -
4) LES PRINCIPALES METHODES UTILISEES ONT ETE LES SUIVANTES : .....	- 8 -
a) Immobilisations incorporelles et corporelles .....	- 8 -
b) Créances et dettes .....	- 9 -
c) Valeurs mobilières de placement .....	- 9 -
5) INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES .....	- 9 -
a) Collecte de l'exercice .....	- 9 -
b) Mode de rattachement des frais de gestion .....	- 9 -
c) Charges relatives aux indemnisations des administrateurs du FIF-PL .....	- 10 -
d) Provisions sur les dépenses de formation (charges de formation) .....	- 11 -
e) Reversement des excédents de trésorerie .....	- 11 -
f) Changement de méthode de présentation .....	- 11 -
6) INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN .....	- 12 -
a) L'actif .....	- 12 -
L'actif immobilisé .....	- 12 -
Les amortissements .....	- 12 -
Echéance des créances .....	- 13 -
Charges constatées d'avance .....	- 13 -
Les valeurs mobilières de placement .....	- 14 -
Les disponibilités .....	- 14 -
b) Le passif .....	- 15 -
Les fonds propres .....	- 15 -
Les provisions et les réserves .....	- 15 -
Echéances des dettes .....	- 16 -
Les dettes .....	- 16 -
Charges à payer pour engagements de financement de formation .....	- 17 -
Taux d'annulation de l'exercice 2024 sur les engagements de financement de formation .....	- 18 -
7) INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT .....	- 18 -
Les charges et les produits exceptionnels .....	- 18 -
Les produits de fonctionnement .....	- 18 -
Les charges de fonctionnement .....	- 19 -
8) AUTRES INFORMATIONS .....	- 20 -
Rappel des résultats et frais de gestion sur 5 ans .....	- 20 -
Rappel des collectes encaissées sur 5 ans .....	- 20 -
Disponibilités excédentaires .....	- 21 -

# BILAN ACTIF AU 31 DECEMBRE 2025

	2025			2024
	BRUT	AMT. PROV.	NET	
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles	2 846 147	1 212 459	1 633 687	1 586 055
Immobilisations corporelles	18 719 155	9 706 446	9 012 709	9 297 689
Immobilisations financières	49 747		49 747	36 987
<b>Total de l'actif immobilisé (I)</b>	<b>21 615 048</b>	<b>10 918 905</b>	<b>10 696 143</b>	<b>10 920 731</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
France Compétences	3 687 957		3 687 957	4 840 833
Créances sur autres subventions	38 445		38 445	59 741
Adhérents et comptes rattachés				
Autres créances	142 616		142 616	76 635
Charges constatées d'avance	455 596		455 596	205 921
Valeurs mobilières de placement	502 168		502 168	502 168
Disponibilités	79 368 027		79 368 027	59 965 016
<b>Total de l'actif circulant (II)</b>	<b>84 194 810</b>		<b>84 194 810</b>	<b>65 650 314</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II)</b>	<b>105 809 858</b>	<b>10 918 905</b>	<b>94 890 953</b>	<b>76 571 045</b>

# BILAN PASSIF AU 31 DECEMBRE 2025

	2025	2024
<b>FONDS PROPRES</b>		
Réserves	3 309 722	3 309 722
Report à nouveau	-12 272 378	-23 438 242
Excédent ou déficit	22 416 329	11 165 865
<b>Total des fonds propres (I)</b>	<b>13 453 673</b>	<b>-8 962 655</b>
<b>FONDS DEBIES (II)</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>Total des provisions (III)</b>		
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes assimilées		
France Compétences		
Charges à payer pour engagements de financement de formation	10 517 428	17 337 681
Adhérents et comptes rattachés	9 285 819	8 398 205
Dettes fournisseurs	199 688	395 515
Dettes fiscales et sociales	852 485	878 176
Autres dettes	58 705	159 921
Produits constatés d'avance	60 523 155	58 364 202
<b>Total des dettes (IV)</b>	<b>81 437 280</b>	<b>85 533 700</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>94 890 953</b>	<b>76 571 045</b>

## COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2025

	2025	2024
Concours de France Compétences	94 051 285	90 472 205
- au titre des collectes légales	94 051 285	90 472 205
Contributions supplémentaires	171 310	335 785
Subventions de formation		
Autres produits de formation		
<b>TOTAL PRODUITS DE FORMATION</b>	<b>94 222 595</b>	<b>90 807 990</b>
Charges de formation	63 480 854	73 124 903
Reversements au titre des disponibilités excédentaires		
Autres charges de formation		
<b>TOTAL CHARGES DE FORMATION</b>	<b>63 480 854</b>	<b>73 124 903</b>
<b>TOTAL I RESULTAT DES ACTIVITES DE FORMATION</b>	<b>30 741 741</b>	<b>17 683 087</b>
Transferts de charges		2 212
Autres produits	905	2 705
<b>TOTAL PRODUITS LIES AU FONCTIONNEMENT</b>	<b>905</b>	<b>4 917</b>
Autres achats et charges externes	3 091 305	3 494 699
Impôts et taxes	478 327	442 572
Charges de personnel	4 566 005	4 046 999
Dotations aux amortissements et provisions	759 510	569 593
Autres charges	34 142	1 218
<b>TOTAL CHARGES LIEES AU FONCTIONNEMENT</b>	<b>8 929 288</b>	<b>8 555 081</b>
<b>TOTAL II - RESULTAT DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>-8 928 384</b>	<b>-8 550 164</b>
<b>TOTAL III - RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II)</b>	<b>21 813 358</b>	<b>9 132 923</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>793 384</b>	<b>1 084 021</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
<b>TOTAL IV - RESULTAT FINANCIER</b>	<b>793 384</b>	<b>1 084 021</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		<b>1 209 086</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
<b>TOTAL V - RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>0</b>	<b>1 209 086</b>
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES (VI)</b>	<b>190 412</b>	<b>260 165</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT (III + IV + V - VI)</b>	<b>22 416 329</b>	<b>11 165 865</b>

## ANNEXES

L'annexe comptable aux comptes annuels avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2025 est caractérisée par les données suivantes :

- total du bilan	94 890 953 €
- total du compte des produits	95 016 883 €
- total du compte des charges	72 600 554 €
- Excédent de l'exercice	22 416 329 €

L'exercice couvre la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui seront arrêtés par le bureau du FIF PL.

Nous constatons depuis 2020 une évolution importante du financement du FIF PL qui ne reçoit plus la totalité de la contribution à la formation professionnelle des professionnels libéraux, mais qui perçoit des versements partiels, à l'initiative de France Compétences.

Toutefois, il est à noter que les versements partiels réguliers de France Compétences ont permis jusqu'au 31 décembre 2025 d'honorer l'ensemble des engagements à payer par le FIF PL.

### 1) Principes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation ;
- conformité aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2022-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2018-06 et 2014-03 relatifs au plan comptable général,
- La première application du règlement ANC n°2022-06 constitue un changement de méthode comptable. Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédents ne sont pas modifiés. Aucun changement n'a trouvé à s'appliquer rétrospectivement.
- Il n'y a pas d'impact à l'ouverture de l'exercice ;
- Indépendance des exercices ;

La méthode d'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celui des coûts historiques.





Il a été fait application des dispositions particulières résultant du plan comptable adapté aux organismes agréés par l'Etat aux fins de gestion paritaire des fonds de la formation professionnelle continue (arrêté du 21 juillet 1993).

Les comptes ont été établis conformément aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables suivants :

- Règlement n° 2018-06 du 05 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ; règlement homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au JO du 30 décembre 2018 ;
- Règlement n°2019-03 du 05 juillet 2019 relatif aux comptes annuels des organismes paritaires de la formation professionnelle et de France Compétences ; règlement homologué par arrêté du 26 décembre 2019 publié au JO du 29 décembre 2019 (application depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021).
- Règlement n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

Les Engagements de Financement de Formation (EFF) relatifs à des actions de formation sont comptabilisés en charges lors de la décision de financement de ces actions.

Le montant de l'engagement tient compte des annulations probables des actions de formation. Les engagements nets des annulations probables non décaissés à la clôture sont inscrits en charges à payer sur engagements de financement de formation.

Conformément à l'article 131-2 du Règlement n°2019-03 du 05 juillet 2019 relatif aux comptes annuels des organismes paritaires de la formation professionnelle et de France Compétences, les charges à payer sur engagements de financement de formation sont estimées en retenant la moyenne des annulations constatées au titre des trois derniers millésimes dont les engagements de financement sont soldés.

Conformément au règlement comptable sus visé, la probabilité d'annulation est ajustée lorsque certaines circonstances permettent d'envisager une variation significative de ces annulations.

La moyenne du taux d'annulation sur les trois années de référence n'est plus appropriée pour les dossiers collectifs à compter de la clôture 2023. Il a donc été décidé d'appliquer un taux moyen d'annulation pour les dossiers individuels et un taux réel d'annulation 2025 sur les dossiers collectifs.

Le taux d'annulation sur les dossiers collectifs est nettement supérieur au taux d'annulation sur les dossiers individuels, car les demandes collectives sont déposées auprès du FIF PL pour un nombre de stagiaires prévisionnel souvent très supérieur au nombre de stagiaires réel, constaté à l'issue de ces formations.

La moyenne (sur les années 2024/2023/2022) du taux d'annulation des dossiers individuels applicable sur la clôture 2025 ressort à 17,87%.

Le taux d'annulation des dossiers collectifs applicable sur la clôture 2025 ressort à 26,80% et est calculé en fonction des annulations réelles constatées sur 2025.



## 2) Faits significatifs

La collecte 2025 s'élève à 94 M€ contre 90 M€ en 2024, et 83 M€ en 2023.

## 3) Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité ; un acompte de collecte 2026 ayant été perçu dès décembre 2025 pour un montant de 60.5 M€.

## 4) Les principales méthodes utilisées ont été les suivantes :

### a) Immobilisations incorporelles et corporelles

Compte tenu des modalités d'amortissement pratiquées antérieurement au FIF PL, les constructions et leurs aménagements ayant fait l'objet d'une comptabilisation détaillée par nature de travaux, l'application des nouveaux règlements comptables 2022-06, 2004-06 et 2002-10 n'a pas entraîné de retraitement comptable particulier lié au changement de méthode.

Il en est de même pour les autres biens ne présentant pas de caractère significatif et qui n'ont également pas entraîné de retraitement comptable particulier lié au changement de méthode.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Au cours de l'exercice 2010, un immeuble à usage de bureaux sis au 104 rue de Miromesnil 75384 PARIS Cedex 08 avait été acquis pour 9 500 000 €.

Compte tenu de l'importance des travaux réalisés depuis cette acquisition, la décomposition suivante avait été retenue :

- Terrain évalué à 10% de la valeur d'acquisition de l'immeuble, soit 950 000 € ;
- Bâtiment : 90% de la valeur d'acquisition auquel avaient été ajoutés les frais notariaux d'acquisition, soit un total de 9 144 760 €, amorti sur 60 ans.

Par ailleurs, il avait été effectué des travaux de gros œuvres de l'ordre de 1 860 K€ et amortis sur 15 ans ; ainsi que des agencements et aménagements de l'ordre de 1 918 K€ et amortis sur 10 ans.

Les autres immobilisations font l'objet d'amortissements pour dépréciation, pratiqués suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de leur durée normale d'utilisation.

- Logiciels :	1 à 5 ans
- Aménagements des constructions :	5 à 15 ans
- Installations générales :	10 ans
- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Matériel informatique :	3 ans
- Mobilier :	5 à 10 ans



b) Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

c) Valeurs mobilières de placement

Les titres de placements ont été comptabilisés au prix d'achat soit au 31 décembre 2025 une valeur liquidative globale de 502 168 €.

**5) Informations complémentaires**

a) Collecte de l'exercice

Mode de rattachement des collectes

Les contributions perçues par le FIF PL sont des contributions nettes des prélèvements suivants :

- Prélèvement par France Compétences de 12% de la collecte brute (11% au titre du CPF + 1% au titre du conseil en évolution professionnelle),
- Prélèvement par l'URSSAF Caisse Nationale de 2,5% de la collecte brute déduite du prélèvement France Compétences.

Les collectes comptabilisées sur l'exercice correspondent aux sommes encaissées par l'URSSAF, de novembre N-1 jusqu'en octobre de l'année N.

b) Mode de rattachement des frais de gestion

Le FIF PL applique l'arrêté du 20 septembre 2011 qui fixe le plafonnement des frais de gestion à 13,7% répartis de la façon suivante :

- 4% de la collecte comptabilisée au cours de l'exercice ;
- 5,7% de la collecte comptabilisée au cours de l'exercice ;
- 4% des engagements décaissés au cours de l'exercice correspondant aux charges de formation comptabilisées au cours de l'exercice.



c) Charges relatives aux indemnisations des administrateurs du FIF-PL

Les indemnisations applicables pour l'exercice 2025 aux administrateurs du FIF PL dans le cadre de l'exercice de leur mandat et de leurs missions sont résumées dans les tableaux ci-après :

### **PERTES DE RESSOURCES DES REPRESENTANTS PROFESSIONNELS**

- Dans le cadre des réunions de Section
- Dans le cadre des Conseils de Gestion
- Dans le cadre d'une réunion de travail extraordinaire demandée par le FIF PL

Validées au Conseil de Gestion du 03.11.2022 et modifiées au Conseil de Gestion du 21.06.2023

<b>Pertes de ressources des représentants professionnels</b>
Pertes de ressources proportionnelles à la durée de la réunion : <ul style="list-style-type: none"><li>• 200 € la demi-journée</li><li>• 400 € la journée</li></ul>
<b>Frais des représentants professionnels</b> (sur justificatifs à joindre à la note de frais)
<ul style="list-style-type: none"><li>• Prise en charge d'une nuit d'hôtel plafonnée à 200 € la nuit (la veille d'une réunion se tenant le lendemain matin)</li><li>• Prise en charge d'un repas plafonné à 40 € (la veille d'une réunion se tenant le lendemain matin)</li></ul>
Prise en charge des frais de transport : <ul style="list-style-type: none"><li>• soit un billet de train SNCF 1<sup>ère</sup> classe</li><li>• soit un billet d'avion</li><li>• soit des frais kilométriques plafonnés au coût d'un billet de train SNCF 1<sup>ère</sup> classe</li></ul>

## INDEMNISATION DES REPRESENTANTS PROFESSIONNELS

- Dans le cadre du temps passé pour l'étude des programmes des appels à projets par organisation professionnelle
- Dans le cadre du temps passé en commission professionnelle par organisation professionnelle

Validée au Conseil de Gestion du 03.11.2022 et modifiée au Conseil de Gestion du 21.06.2023

Indemnisation des représentants professionnels	
Dans le cadre du temps passé pour l'étude des programmes des appels à projets	Indemnisation forfaitaire à raison de 5 € par programme étudié dans la limite de 3 000 programmes par an
Dans le cadre du temps passé en commission professionnelle, en présentiel ou en distanciel	Indemnisation forfaitaire à raison de 2 € par programme étudié dans la limite de 2 000 programmes par an

Rappel : dans le cadre d'une commission professionnelle réalisée en présentiel, les frais de déplacement peuvent être pris en charge :

- soit un billet de train SNCF 1<sup>ère</sup> classe
- soit un billet d'avion
- soit des frais kilométriques plafonnés au coût d'un billet de train SNCF 1<sup>ère</sup> classe

### d) Provisions sur les dépenses de formation (charges de formation)

Le coût des actions de formation compris dans les comptes comprend le coût des formations 2025 pour lesquelles la prise en charge a été sollicitée auprès du FIF PL jusqu'au 31 janvier 2026. Au-delà de cette date, les dossiers sont examinés au cas par cas par les commissions professionnelles concernées.

### e) Reversement des excédents de trésorerie

Les disponibilités excédant les montants dont le fonds d'assurance formation de non-salariés peut disposer sont versées à France Compétences avant le 30 avril de l'année suivant la clôture de l'exercice.

Pour l'année 2023, il n'y aura pas de reversement suite à l'application de l'article R 6332-77-1 du code du travail, modifié par le décret n°2020-372 du 30 mars 2020 - art.10, puis par décret n°2022-956 du 29 juin 2022 - art.1.

### f) Changement de méthode de présentation

La première application du règlement ANC n°2022-06 constitue un changement de méthode comptable.

## 6) Informations relatives au bilan

### a) L'actif

#### L'actif immobilisé

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Diminutions	Valeur brute fin exercice
<b><u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u></b>				
Autres immobilisations incorporelles : logiciels	2 313 227	1 821 500	1 300 581	2 834 147
Immobilisations incorporelles en cours	1 372 218	12 000	1 372 218	12 000
<b>TOTAL ( I )</b>	<b>3 685 445</b>	<b>1 833 500</b>	<b>2 672 799</b>	<b>2 846 147</b>
<b><u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u></b>				
Terrains	950 000			950 000
Batiments	10 261 857			10 261 857
Constructions	2 054 567	33 334	7 249	2 080 652
Installations générales, agencement des constructions	1 859 736			1 859 736
Installations générales, aménagements des locaux	1 400 384	7 260	25 275	1 382 369
Matériel de bureau et informatique	1 363 234	41 875	52 256	1 352 854
Mobilier de bureau	772 106	4 766	560	776 312
Autres immobilisations	54 496	880		55 376
Avances et acomptes				
<b>TOTAL ( II )</b>	<b>18 716 381</b>	<b>88 115</b>	<b>85 340</b>	<b>18 719 156</b>
<b><u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u></b>				
Prêts et autres immobilisations financières	11 680	24 900	12 140	24 440
Dépôts et cautionnements	25 307			25 307
<b>TOTAL ( III )</b>	<b>36 987</b>	<b>24 900</b>	<b>12 140</b>	<b>49 747</b>
<b>TOTAL ( I+II+III )</b>	<b>22 438 813</b>	<b>1 946 515</b>	<b>2 770 278</b>	<b>21 615 048</b>

#### Les amortissements

AMORTISSEMENTS	Valeur début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Dotations de l'exercice
<b><u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u></b>				
Autres immobilisations incorporelles : logiciels	2 099 389	413 651	1 300 581	1 212 459
<b>TOTAL ( I )</b>	<b>2 099 389</b>	<b>413 651</b>	<b>1 300 581</b>	<b>1 212 459</b>
<b><u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u></b>				
Batiments	4 465 832	185 395	7 249	4 643 978
Constructions	1 777 091	82 646		1 859 737
Installations générales, aménagement divers	1 174 759	37 471	25 275	1 186 955
Matériel de bureau et informatique	1 288 178	49 522	52 256	1 285 444
Mobilier	712 831	18 061	560	730 331
<b>TOTAL ( II )</b>	<b>9 418 691</b>	<b>373 095</b>	<b>85 340</b>	<b>9 706 446</b>
<b>TOTAL ( I+II )</b>	<b>11 518 080</b>	<b>786 745</b>	<b>1 385 920</b>	<b>10 918 905</b>

### Echéance des créances

LES CREANCES	MONTANT BRUT	DEGRE D'EXIGIBILITE	
		A MOINS D'UN AN	A PLUS DE UN AN
Dépôts et cautionnements	24 440		24 440
Autres Subventions	38 445	38 445	
France Compétences (Collecte à recevoir)	3 687 957	3 687 957	
Autres créances	142 616	142 616	
Charges constatées d'avance	455 596	455 596	
	<b>4 349 055</b>	<b>4 324 615</b>	<b>24 440</b>

### Charges constatées d'avance

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		455 596
Redevance locarchives + stock conteneurs	8 549	
Locations matériel postal	6 130	
Locations fontaines	172	
Maintenance biens mobiliers	10 146	
Maintenance matériel et logiciels	370 688	
Assurances	18 137	
Abonnements documentation	13 920	
Transport administratif	842	
Affranchissement	103	
Télécommunications/services Bil	26 908	





Les valeurs mobilières de placement

ETAT DES PLACEMENTS	PRIX D'ACQUISITION	VALEUR LIQUIDATIVE AU 31.12.2025	PLUS / MOINS VALUE LATENTE
<b><u>TITRES DE PLACEMENT</u></b>			
IC FCP PROTECT 90 4DEC	502 168	502 168	
<b>TOTAL TITRES DE PLACEMENT</b>	<b>502 168</b>	<b>502 168</b>	

Les disponibilités

ETAT DE LA TRESORERIE	SOLDES
<b><u>DISPONIBILITES</u></b>	
BANQUE SOCIETE GENERALE FORMATION	48 351
BANQUE SOCIETE GENERALE GESTION	435 654
BANQUE SOCIETE GENERALE LIVRET	13 919 164
BANQUE CIC GESTION	375 041
BANQUE CIC FORMATION	64 221 536
BNP FORMATION	3 441
INTERETS COURUS	362 889
CAISSE	1 952
<b>TOTAL DISPONIBILITES</b>	<b>79 368 026</b>



b) Le passif

Les fonds propres

<b>I. ANALYSE DU RESULTAT</b>	
Report à nouveau au 01.01.2025	-12 272 378
Résultat comptable de l'exercice	22 416 329
	10 143 951
<b>II. AFFECTATION DU RESULTAT</b>	
au report à nouveau	10 143 951
TOTAL	10 143 951

Les provisions et les réserves

NATURE DES PROVISIONS ET DES RESERVES	MONTANT DEBUT EXERCICE	DOTATION EXERCICE	REPRISE EXERCICE OU UTILISEE	MONTANT FIN EXERCICE
<b><u>RESERVES</u></b>				
Réserves réglementaires :				
- affectées aux investissements	3 309 722			3 309 722
<b>TOTAL ( I )</b>	<b>3 309 722</b>			<b>3 309 722</b>
<b><u>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u></b>				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL ( II )</b>				
<b><u>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</u></b>				
Sur immobilisations				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
<b>TOTAL ( III )</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>3 309 722</b>			<b>3 309 722</b>
Dont dotations et reprises :				
- exceptionnelle				

### Echéances des dettes

	MONTANT BRUT	DEGRE D'EXIGIBILITE		
		A MOINS D'UN AN	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Découverts bancaires	0	0		
Adhérents et comptes rattachés	19 803 247	19 803 247		
Dettes Fournisseurs	199 688	199 688		
Dettes fiscales et sociales	852 485	852 485		
Autres dettes	58 705	58 705		
Produits constatés d'avance	60 523 155	60 523 155		
<b>TOTAL</b>	<b>81 437 280</b>	<b>81 437 280</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### Les dettes

<b>DETTES FOURNISSEURS " FORMATION "</b>		<b>19 803 247</b>
Adhérents	9 285 819	
Charges de formation à payer	10 517 428	
<b>DETTES FOURNISSEURS " FONCTIONNEMENT "</b>		<b>199 688</b>
Fournisseurs fonctionnement et d'immobilisations	109 308	
Factures non parvenues sur fonctionnement	90 380	
<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>		<b>852 486</b>
Provision congés payés	211 646	
Dettes sur salaires	56 491	
Organismes sociaux	244 529	
Charges sur congés et primes à payer	130 162	
Dettes fiscales sur salaires	19 246	
Dettes fiscales sur produits financiers	190 412	

### Charges à payer pour engagements de financement de formation

	Tableau de suivi du restant à financer par millésime	Exercices N-3 et antérieurs	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N	TOTAL
A	Montant restant à financer à l'ouverture de l'exercice N	920 207	2 249 636	21 724 279		24 894 122
B	Engagements et compléments				78 949 835	78 949 835
C = A + B	<b>TOTAL I</b>	920 207	2 249 636	21 724 279	78 949 835	103 843 957
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N	81 922	587 659	11 772 650	57 858 875	70 301 107
E	Annulations de l'exercice N	109 670	911 522	4 253 042	10 378 625	15 652 859
F = D + E	<b>TOTAL II</b>	191 592	1 499 182	16 025 692	68 237 500	85 953 966
G = C - F	Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	728 615	750 454	5 698 587	10 712 335	17 889 991

### TABEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION AU 31.12.2025 DES DOSSIERS INDIVIDUELS

	Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime	Exercices N-3 et antérieurs	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N	TOTAL
H	Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N	158 202	1 289 927	15 686 122		
I	Engagements bruts de financement de formation de l'exercice N				57 255 115	
J	Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice N				17,87%	
K = I x J	Annulations théoriques sur engagements bruts de l'exercice N				10 230 255	
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N				43 089 050	
L	Extourne charge à payer pour engagements de financement de formation	158 202	1 289 927	15 686 122		
M	Charges à payer pour engagements de financement de formation	51 835	331 766	4 435 728	3 935 810	
N = H - L + M	Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N	51 835	331 766	4 435 728	3 935 810	8 755 139
	Échéance à moins d'1 an					
	Échéance à plus d'1 an					

### TABEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION AU 31.12.2025 DES DOSSIERS COLLECTIFS

	Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime	Exercices N-3 et antérieurs	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N	TOTAL
H	Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N		446 764	3 622 618		
I	Engagements bruts de financement de formation de l'exercice N				21 694 720	
J	Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice N				26,80%	
K = I x J	Annulations théoriques sur engagements bruts de l'exercice N				5 813 285	
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N				14 769 825	
L	Extourne charge à payer pour engagements de financement de formation		446 764	3 622 618		
M	Charges à payer pour engagements de financement de formation		242 594	408 085	1 111 610	
N = H - L + M	Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N		242 594	408 085	1 111 610	1 762 289
	Échéance à moins d'1 an					
	Échéance à plus d'1 an					

Taux d'annulation de l'exercice 2025 sur les engagements de financement de formation

	Engagements bruts (1)	Annulations (2)	Taux d'annulation (3)=(2)/(1)
<b>Dossiers individuels 2025</b>	57 255 115	10 230 255	17,87%
<b>Dossiers collectifs 2025</b>	21 694 720	5 813 285	26,80%

**7) Informations relatives au compte de résultat**

Les charges et les produits exceptionnels

<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		<b>0</b>
Reprise Provision pour risques et charges		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>0</b>	
Provision pour risques et charges		
Charges exceptionnelles		

Les produits de fonctionnement

<b>PRODUITS DIVERS DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>905</b>
Transfert de charges		
Produits divers	905	

## Les charges de fonctionnement

RUBRIQUES	2025	2024	VARIATION
<b><u>ACHATS DIVERS</u></b>			
FOURNITURES ADMINISTRATIVES	28 988	24 109	4 879
PETIT EQUIPEMENT, MATERIEL DE BUREAU	12 091	18 537	-6 446
ELECTRICITE, EAU	46 724	59 579	-12 855
<b>SOUS-TOTAL I</b>	<b>87 803</b>	<b>102 225</b>	<b>-14 422</b>
<b><u>SERVICES EXTERIEURS</u></b>			
LOCATIONS ARCHIVAGE	12 015	21 715	-9 700
LOCATIONS IMMOBILIERES	46 402	38 133	8 269
LOCATIONS MOBILIERES	110 697	62 348	48 349
ENTRETIEN ET REPARATION SUR BIENS IMMOBILIERS, CÂBLAGE ET AUTRES	99 333	141 198	-41 865
ENTRETIEN SUR BIENS MOBILIERS	47 526	37 736	9 790
MAINTENANCE	723 372	673 969	49 403
ASSURANCES BRIS DE MACHINE, RC DIRIGEANTS SOCIAUX, MULTIRISQUES	61 717	52 762	8 955
SERVICES EXTERIEURS DIVERS			
DOCUMENTATION TECHNIQUE	11 028	13 336	-2 308
FORMATION DU PERSONNEL	17 487	84 180	-66 693
SEMINAIRE CONSEIL DE GESTION	107 244	75 295	31 949
SEMINAIRE DU PERSONNEL	59 095	61 172	-2 077
<b>SOUS-TOTAL II</b>	<b>1 295 916</b>	<b>1 261 844</b>	<b>34 072</b>
<b><u>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</u></b>			
COMMISSIONS	10 496	7 532	2 964
PERSONNEL INTERIMAIRE	24 905	493 498	-468 593
PERSONNEL DETACHE	370 859	352 213	18 646
HONORAIRES EXPERT-COMPTABLE	70 005	59 178	10 827
HONORAIRES COMMISSAIRE AUX COMPTES	86 959	56 592	30 367
HONORAIRES CONSEILS ET AUTRES	369 653	413 958	-44 305
PLAQUETTES ET COMMUNICATION FIF PL + AUTRES	187 415	96 661	90 754
FRAIS DE TRANSPORT (COLLECTE ET REMISE COURRIERS + COURSIERS)	11 148	13 985	-2 837
DEPLACEMENTS DES MEMBRES DU BUREAU + AUTRES	92 227	98 194	-5 967
PERTES DE RESSOURCES DES MEMBRES DU BUREAU + ADMINISTRATEURS	269 872	297 800	-27 928
FRAIS DE RECEPTION	100 249	98 892	1 357
FRAIS POSTAUX, AFFRANCHISSEMENTS	2 400	9 015	-6 615
TELECOMMUNICATIONS	104 066	116 747	-12 681
SERVICES BANCAIRES	7 332	16 366	-9 034
<b>SOUS-TOTAL III</b>	<b>1 707 586</b>	<b>2 130 631</b>	<b>-423 045</b>
<b><u>IMPOTS ET TAXES</u></b>			
TAXES SUR LES SALAIRES	316 978	285 618	31 360
PARTICIPATION FORMATION CONTINUE	28 807	26 129	2 678
PARTICIPATION EFFORT CONSTRUCTION	12 593	11 459	1 134
CONTRIBUTION HANDICAPES	6 558	8 311	-1 753
TAXES FONCIERES ET IMPOTS LOCAUX	71 355	69 989	1 366
DROITS D'ENREGISTREMENT ET AUTRES DROITS	42 036	41 066	970
<b>SOUS-TOTAL IV</b>	<b>478 327</b>	<b>442 572</b>	<b>35 755</b>
<b><u>CHARGES DE PERSONNEL</u></b>			
SALAIRES - APPOINTEMENTS - INDEMNITES	2 957 362	2 604 678	352 684
TICKETS RESTAURANT	92 894	85 917	6 977
PRIMES DE TRANSPORT	43 730	68 916	-25 186
CHARGES SOCIALES	1 472 019	1 287 488	184 531
<b>SOUS-TOTAL V</b>	<b>4 566 005</b>	<b>4 046 999</b>	<b>519 006</b>
<b><u>CHARGES DE GESTION DIVERSES</u></b>			
AJUSTEMENTS DIVERS	33 897	273	33 624
DROITS D'AUTEURS	245	945	-700
<b>SOUS-TOTAL VI</b>	<b>34 142</b>	<b>1 218</b>	<b>32 924</b>
<b><u>CHARGES FINANCIERES</u></b>			
FRAIS FINANCIERS			
<b>SOUS-TOTAL VII</b>			
<b><u>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS &amp; PROVISIONS</u></b>			
DOTATIONS AMORTISS. IMMOB. INCORPORELLES, LOGICIEL INFORMATIQUE	386 929	126 466	260 463
DOTATIONS AMORTISS. IMMOB. CORPORELLES + LOCAUX	372 580	443 126	-70 546
<b>SOUS-TOTAL VIII</b>	<b>759 509</b>	<b>569 592</b>	<b>189 917</b>
<b><u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u></b>			
CHARGES EXCEPTIONNELLES DIVERSES			
VNC DES IMMOBILISATIONS CEDEES			
<b>SOUS-TOTAL IX</b>			
<b>TO TAL GENERAL</b>	<b>8 929 288</b>	<b>8 555 081</b>	<b>341 283</b>
<b>PLAFOND FRAIS DE GESTION</b>	<b>11 662 209</b>	<b>11 700 800</b>	



## 8) Autres informations

### Rappel des résultats et frais de gestion sur 5 ans

	2025	2024	2023	2022	2021	2020
COLLECTE COMPTABILISEE	94 051 285	90 472 205	82 715 501	82 296 001	59 324 850	72 187 172
DEPENSES DE FORMATION	63 480 854	73 124 903	76 644 001	76 595 900	65 860 526	64 919 805
- PLAFOND DE FRAIS DE GESTION (9,7% de la collecte + 4% des dépenses de formation)	11 662 209	11 700 800	11 089 164	11 046 548	8 388 931	9 598 948
FRAIS DE GESTION	8 929 288	8 555 081	8 175 392	7 303 537	8 208 400	8 595 187
RESULTAT DE L'EXERCICE	22 416 329	11 165 865	112 184	-3 181 080	-12 603 826	-17 553 575

### Rappel des collectes encaissées sur 5 ans

ETAT DE LA COLLECTE	ENCAISSEMENT SUR EXERCICE 2026	ENCAISSEMENT SUR EXERCICE 2025	ENCAISSEMENT SUR EXERCICE 2024	ENCAISSEMENT SUR EXERCICE 2023	ENCAISSEMENT SUR EXERCICE 2022	ENCAISSEMENT SUR EXERCICE 2021	ENCAISSEMENT SUR EXERCICE 2020	TOTAL
COLLECTE 2019 SUR REVENUS 2018							113 229	113 229
COLLECTE 2020 SUR REVENUS 2019							22 215 862	22 215 862
COLLECTE 2021 SUR REVENUS 2020						59 324 850		59 324 850
COLLECTE 2022 SUR REVENUS 2021				4 890 733	28 200 449	49 204 819		82 296 001
COLLECTE 2023 SUR REVENUS 2022			4 120 209	28 216 924	50 378 368			82 715 501
COLLECTE 2024 SUR REVENUS 2023		4 840 833	31 079 797	54 551 575				90 472 205
COLLECTE 2025 SUR REVENUS 2024	3 687 957	31 999 126	58 364 202					94 051 285
COLLECTE 2026 SUR REVENUS 2025		60 523 155						60 523 155
TOTAL	3 687 957	97 363 114	93 564 208	87 659 232	78 578 817	108 529 669	22 329 091	491 712 088

### Disponibilités excédentaires

RUBRIQUES		MONTANT
<b><u>MONTANT DES DISPONIBILITES (I)</u></b>		<b>19 347 040</b>
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	502 168	
BANQUE ET CAISSE	79 368 026	
A COMPTE DE COLLECTE 2026 RECU EN 2025	-60 523 155	
<i>TOTAL DES DISPONIBILITES</i>	<i>19 347 040</i>	
<b><u>1/3 DU MONTANT DES CHARGES COMPTABILISEES (II)</u></b>		<b>23 947 015</b>
CHARGES DE FORMATION	63 480 854	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	8 929 288	
IMPOTS SOCIETES	190 412	
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	-759 510	
<i>TOTAL DES CHARGES COMPTABILISEES</i>	<i>71 841 044</i>	
<b>MONTANT DES DISPONIBILITES EXCEDENTAIRES (I) - (II)</b>		<b>Néant</b>

- Le montant des honoraires du Commissaire Aux Comptes, liés à la mission de commissariat aux comptes, figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 28 181 € HT (article R.123-198 – 9° du code de commerce).
- L'engagement de l'association en matière d'indemnité de départ à la retraite de ses salariés s'élève à 219 028 €. Cette estimation est évaluée d'après le code du travail et n'a pas été comptabilisée. Il a été fait application du calcul rétrospectif incluant les paramètres propres à chacun des salariés (salaire, ancienneté, âge) et des éléments spécifiques suivants :
  - Age de la retraite 67 ans ;
  - Taux de revalorisation des salaires 2% ;
  - Taux d'actualisation 2% ;
  - Taux de charges sociales 64% ;
  - Tables de mortalité TV 88/90 ;
  - Taux de turn over 1%

Le montant de l'indemnité est fixé en fonction de l'ancienneté du salarié dans l'association :

- Un demi-mois de salaire après 10 ans d'ancienneté ;
- Un mois de salaire après 15 ans d'ancienneté ;
- Un mois et demi de salaire après 20 ans d'ancienneté ;
- Deux mois de salaire après 30 ans d'ancienneté.

**FONDS INTERPROFESSIONNEL DE FORMATION DES PROFESSIONNELS LIBERAUX  
FIF-PL**

**Siège social : 104 RUE DE MIROMESNIL**

**75008 PARIS 8**

**N° SIRET 398 110 965 00041**

\*\*\*\*\*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**DE L'EXERCICE CLOS 31/12/2025**

Aux 

**Opinion**

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FONDS INTERPROFESSIONNEL DE FORMATION DES PROFESSIONNELS LIBERAUX (FIF-PL) relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.





**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport.

**Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la première mise en œuvre des dispositions du règlement ANC n° 2022-06. Les incidences de cette application sont présentées dans le paragraphe « Changement de réglementation comptable » relatif aux règles et méthodes comptables figurant en annexe.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

- La note « Principes comptables » de l'annexe fait état de l'approche différenciée du taux d'annulation entre les dossiers individuels et dossiers collectifs et plus généralement de modalités de valorisation des charges à payer et engagements de financement de formation au 31.12.2025. En lien avec le système d'information, nous avons vérifié la valorisation des charges à payer et engagements de financement de formation inscrites dans les comptes au 31.12.2025.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.



**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement associatif relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'organisme ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre organisme.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation.



Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 15 avril 2026

Le Commissaire aux comptes

**ORCOM AUDIT,**

Thibaut CLOSSET



Associé

